L'inspection dans une région autonome

Le Pays basque

Manuel Narbona

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3555>

DOI : 10.4000/ries.3555

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

Pagination : 125-127

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Manuel Narbona, « L'inspection dans une région autonome », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 08 | 1995, mis en ligne le 14 février 2014, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3555> ; DOI : 10.4000/ries.3555

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

© Tous droits réservés

L'inspection dans une région autonome

Le Pays basque

Manuel Narbona

- 1 Le système éducatif espagnol, en répondant à la nouvelle organisation de l'État en régions autonomes, établies par la Constitution de 1978, est passé d'un modèle uniforme à un autre, pluriel et hétérogène, s'adaptant ainsi aux contextes socioculturels et linguistiques des élèves.
- 2 Ce nouveau modèle, cependant, garde une certaine unité car des normes générales marquent le cadre commun à l'intérieur duquel les régions autonomes développent leurs compétences. Ces lois, qui datent de 1984 et 1988, ont fait disparaître le « corps des inspecteurs » pour créer « la fonction inspectrice », service à l'intérieur duquel sont intégrés les anciens inspecteurs et les nouveaux, des enseignants qui occupent cette fonction pour une période déterminée.
- 3 À partir de ce nouveau modèle, les régions autonomes ont adapté de façon flexible la nouvelle structure et ont organisé leur service d'inspection en le dotant de moyens et fonctions plus ou moins semblables.

Structure, organisation et fonctionnement

- 4 Les lois et décrets généraux du ministère de l'éducation ont été développés par des décrets particuliers dans chaque région autonome, au cours des années 1988 et 1989, bien que quelques régions aient introduit des modifications ultérieurement par de nouveaux décrets (Catalogne, 1990 ; Galice, 1993 ; Navarre, 1992 ; Valence, 1992).
- 5 Ces différences chronologiques n'ont pas empêché la similitude des structures organisant le service d'inspection dans les différentes régions, qui se présente comme suit :

- 6 Niveau 1 : le plus haut responsable peut être, selon les régions, le conseiller ou vice-conseiller (ministre ou vice-ministre des gouvernements autonomes) ou bien un secrétaire ou directeur général du département de l'éducation.
- 7 Niveau 2 : le fonctionnement est organisé par un service central d'inspection, dirigé par un chef du service. Ce service central est composé d'un nombre limité d'inspecteurs qui sont chargés d'élaborer la programmation annuelle de toute l'inspection.
- 8 Niveau 3 : au niveau provincial, l'inspection, qui dépend directement d'un chef provincial, est organisée par équipes d'inspecteurs, chacune d'elles ayant à sa charge une circonscription. Ces équipes sont composées d'inspecteurs du primaire et du secondaire travaillant ensemble, à raison d'un inspecteur pour une moyenne de trois cents professeurs. Dans quelques régions, les inspecteurs du secondaire, spécialistes de matières spécifiques, sont responsables pédagogiques de leur matière sur l'ensemble de la province (au Pays basque, par exemple).

Fonctions du service d'inspection

- 9 La plupart des fonctions établies dans les différents décrets coïncident. Elles sont essentiellement celles qui ont rapport au contrôle du respect des lois et des normes en vigueur ainsi que celles qui concernent l'évaluation générale du système éducatif. À côté, il faut également citer les fonctions de conseil et d'information aux différents membres de la communauté éducative.
- 10 Ces fonctions techniques se complètent, spécialement pour les inspecteurs spécialistes du secondaire, par une tâche pédagogique : la supervision des programmations annuelles des départements et l'intervention pour améliorer l'efficacité de l'enseignement de la matière. Elle n'intervient pas, pour autant, dans la définition des programmes, tâche réservée aux services de rénovation pédagogique.
- 11 L'inspection intervient aussi dans l'impulsion et l'évaluation de la mise en marche des réformes et des nouveaux programmes du système éducatif.
- 12 L'administration régionale requiert souvent le service d'inspection dans des tâches comme la planification de l'année scolaire et l'étude des besoins des établissements en ressources humaines et matérielles.

Accès aux postes d'inspecteurs

- 13 Régi par des décrets du ministère de l'éducation central, l'accès ne diffère pas essentiellement d'une région à l'autre. Seuls des détails concernant les conditions

requis peuvent changer : années d'expérience dans l'enseignement, durée et contenu du concours de formation, valorisation des mérites personnels...

- 14 Autrement, la nomination pour une durée de trois ans renouvelable une fois et passage éventuel, au bout de six ans, à une nomination qualifiée d'« indéfinie », est imposée par les lois du ministère. Seuls les processus et les critères sont définis par les gouvernements autonomes. Une nouvelle loi, cependant, est en préparation, prévoyant un retour à une formule antérieure, c'est-à-dire, à la création d'un corps d'inspecteurs qui entreraient par concours de façon définitive dans l'inspection.

La nouvelle inspection et la qualité du système éducatif

- 15 La nouvelle organisation administrative du pays ainsi que la réorganisation de l'inspection en équipes ont contribué, évidemment, à rapprocher les inspecteurs des professeurs et des établissements en général. Le retour prévu, en principe, à l'enseignement tend, dans l'esprit des législateurs, à éviter la déconnexion d'avec le monde scolaire.
- 16 La pratique a fait réfléchir ces mêmes législateurs et on commence à penser que la formation d'une inspection rigoureuse, indépendante, professionnelle et efficace est coûteuse en temps et en argent. Ce serait du gaspillage que de répéter la même formation tous les trois ou six ans, d'où cette mise en question de l'actuel service et la création possible d'un corps, comme autrefois, bien qu'en gardant, vraisemblablement, la structure mise en place : équipes d'inspecteurs de tous les niveaux groupés par circonscriptions.
- 17 C'est, sans doute, le pas très important que tous les inspecteurs d'Espagne attendent et sur lequel ils fondent une condition de la qualité de l'inspection. Cependant, il ne faut pas oublier ce que le travail en groupe internivellaire a apporté, comme par exemple l'amélioration des interventions techniques dans toutes sortes d'établissements. Par contre, il faut dire aussi que la partie pédagogique a été en partie oubliée, voire abandonnée à d'autres services.
- 18 Finalement, l'émiettement en autant d'inspections que de régions autonomes a isolé les inspecteurs d'une région à l'autre, d'où un éparpillement des résultats sur le fonctionnement du système éducatif qui ne permet pas des études globales d'importance. La formation en souffre également, car la communication intercommunautés se fait plus difficilement.

RÉSUMÉS

À l'intérieur de chaque région autonome, une organisation déconcentrée et la constitution d'équipes permettent à l'inspection de se rapprocher des réalités des établissements. Toutefois le système actuel suscite quelques interrogations sur le statut des inspecteurs, sur la répartition

entre tâches techniques et pédagogiques et sur l'absence de communication entre les régions autonomes.

INDEX

Index géographique : Espagne, Pays basque

Mots-clés : inspection, système éducatif

AUTEUR

MANUEL NARBONA

Inspecteur de français, inspection technique de l'éducation, Irun, Espagne.